



À l'initiative de Jean-Pierre Sueur, une réunion a eu lieu au ministère de l'économie et des finances à Paris le 29 novembre autour de Jean-Pierre Floris, délégué interministériel à l'Industrie, Marc Glita, délégué ministériel adjoint, en présence d'élus (député, sénateur, représentants des conseils régional et départemental, maire) et des représentants du personnel au sujet de la situation de l'entreprise IBIDEN à Courtenay.

Les élus et représentants du personnel ont demandé :

- D'abord la clarté sur les intentions de la direction d'IBIDEN. Tout doit être fait pour maintenir l'activité à Courtenay, compte tenu des efforts accomplis pour adapter l'entreprise aux nouvelles normes pour les équipements produits. Il faut absolument éviter toute délocalisation de la production.
- S'il devait y avoir des « repreneurs », il faut que cela se traduise par le maintien des emplois – c'est-à-dire par une activité proche ou similaire dans le secteur automobile.
- S'il devait y avoir un plan de sauvegarde de l'emploi, celui-ci devrait être le meilleur possible, dans l'intérêt des salariés.